

Nouvelle étude de l'Institut du Québec

L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE : UN DÉFI MAJEUR POUR LE PROCHAIN GOUVERNEMENT

Montréal, le 1er avril 2026 - Le prochain gouvernement n'aura pas de marge de manœuvre : atteindre l'équilibre budgétaire exigera une rigueur exceptionnelle et des efforts majeurs. Sans une gestion rigoureuse des finances publiques, l'accumulation des déficits gonflerait la dette du Québec et minerait progressivement sa capacité à maintenir les services publics. C'est ce que révèle une [étude](#) publiée aujourd'hui par l'Institut du Québec (IDQ) qui simule deux scénarios : maintenir la trajectoire vers le retour à l'équilibre budgétaire jusqu'en 2029-2030 tel que prévu, ou laisser les dépenses évoluer naturellement selon l'inflation, les coûts de système et la démographie. Ces scénarios illustrent l'éventail des possibilités entre le redressement financier prévu et l'abandon de l'objectif de retour à l'équilibre.

Le contrôle des dépenses, un engagement qui pourrait fléchir en période électorale

Le gouvernement du Québec s'est engagé l'an dernier à rééquilibrer son budget d'ici 2029-2030 et a renouvelé cet engagement dans son budget déposé le 18 mars dernier. La trajectoire est tracée, mais suivre celle-ci s'annonce difficile. La tentation pourrait être grande, en période électorale et dans un contexte économique morose, de repousser les difficiles arbitrages à plus tard.

« Dans le contexte actuel, l'ampleur de l'effort exige une discussion publique transparente sur les choix que cette rigueur imposera, souligne Emna Braham, présidente-directrice générale de l'IDQ. Cette crise forcera le prochain gouvernement, quel qu'il soit, à des décisions difficiles. Il serait important que les formations politiques qui visent à former le prochain gouvernement du Québec précisent leur vision des finances publiques et surtout, les choix qu'ils feront pour assurer une saine gestion des finances publiques ».

Dévier de l'équilibre budgétaire exercerait une grande pression sur les finances publiques

Si le présent plan de retour à l'équilibre budgétaire n'était pas suivi les déficits du Québec pourraient grimper à près de **19,2 G\$** (2,6 % du PIB) d'ici 2030. Cette spirale déficitaire alourdirait considérablement le service de la dette, qui atteindrait **13,2 G\$** d'ici 2029-2030, soit 7,3 % des revenus du Québec. En plus de réduire la marge de manœuvre budgétaire pour financer les services publics, le gouvernement se retrouverait également plus vulnérable face aux hausses de taux d'intérêt possibles.

Cette trajectoire s'explique notamment par le vieillissement de la population et la réduction de l'immigration, qui exercent une double pression sur les finances publiques : une hausse des dépenses liées aux services aux aînés et une diminution des revenus fiscaux.

Des dépenses qui ont augmenté plus rapidement que les revenus

Le **déficit actuel est structurel** : les dépenses ont fortement augmenté depuis la pandémie, passant de **24,4 %** du PIB en 2018-2019 à **26,1 %** sept ans plus tard. Sans redressement, elles continueraient de grimper pour atteindre **26,9 %** d'ici 2029-2030. Le budget 2026-2027 du gouvernement prévoit plutôt les ramener à **24,3 %** à cet horizon.

Pour atteindre l'équilibre budgétaire, un contrôle strict des dépenses est prévu

Pour y parvenir, le rythme de croissance des dépenses prévu devra être de **1,5 %** par année, soit moins que la croissance naturelle des dépenses selon notre scénario sans retour à l'équilibre budgétaire, évaluée à **3,7 %**. Ce rythme est aussi nettement plus bas que celui observé depuis 2019 (**7,0 %** par année en moyenne). Plus frappant encore, il est même en deçà du taux de croissance des années 2015 à 2018, période pourtant qualifiée d'austérité (**3,2 %**).

Le contrôle des dépenses fait face à une forte incertitude, mais aussi à des besoins croissants

Force est de constater que le retour à l'équilibre sera difficilement atteint uniquement par des gains d'efficacité ou de productivité gouvernementale.

Le prochain gouvernement devra inévitablement faire des arbitrages et procéder à une révision rigoureuse du panier de services offerts aux citoyens, et surtout, le communiquer en toute transparence avec la population. « Quelles que soient les décisions prises, le prochain gouvernement fera face à un véritable casse-tête politique dont les conséquences seront bien réelles pour les générations futures », conclut Emna Braham, présidente-directrice générale de l'IDQ

-30-

Pour en savoir plus

Téléchargez le rapport : [Le défi du prochain gouvernement : Simulations de long terme des dépenses et des revenus du gouvernement du Québec](#)

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère. www.institutduquebec.ca | @InstitutduQC

Source

Etienne Collins

ecollins@aucoinstrategie.com

(514) 927-3057